

« GÉNÉRATIONS SOLIDAIRES »

Un avant-projet de loi Grand Âge, projet de texte « document de travail » de la Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS) daté du 18 mai 2021, sera présenté en Conseil des ministres le 28 juillet 2021.

ALERTE !

Ce projet de texte se compose de 21 articles répartis dans 3 titres :

- Prendre le virage Domiciliaire
- Faire de la société de la longévité une chance pour tous
- Réforme de la gouvernance

C'est une volonté du Ministère chargé de l'autonomie de présenter « un projet de loi ramassé à forte visibilité politique » qui s'articule avec le PLFSS (projet de loi de financement de la sécurité sociale) 2022 qui portera les articles de loi les plus techniques dont la réforme du financement des EHPAD et de l'architecture financière du secteur.

Virage Domiciliaire

Ce projet enclenche le « **virage Domiciliaire** » par la rénovation des Services à Domicile et la limitation des créations d'EHPAD.

Dans quelles conditions ?!

La redistribution des cartes entre Etat et Départements et apporte comme attendu une petite touche intergénérationnelle dans un cadre néanmoins très Médico-social.

Le « **vieillir chez soi au milieu des siens** », doit être la règle, selon le libre choix des personnes et des familles en fonction des possibilités et des choix qui s'offrent à elles.

Pendant que le « R Haine » prône l'insécurité et le coût des EHPAD, ce gouvernement lui donne raison en prenant un virage Domiciliaire et en créant un « Service Autonomie » qui gèrerait toutes les prestations à Domicile pour la personne et son aidant avec un tarif national plancher pour l'APA en une « prestation autonomie Domicile »

L'Etat évoque un moratoire sur la construction des EHPAD en 2027 !

En d'autres termes l'Etat veut éradiquer les EHPAD au profit de Service Autonomie à Domicile, logements inclusifs, accueil familial ?!

Exploitées en EHPAD Exploitées en Services de Soins à Domicile

Le maintien à domicile coûte deux fois moins cher qu'en EHPAD, où il aurait fallu créer 100 000 places d'ici 2030. Le financement de la 5^e branche a affecté 0,15 point de CSG à la branche autonomie (2,4 milliards d'euros) ce qui est insuffisant sans réforme. Pour le gouvernement, le virage domiciliaire est bien :

- Un moyen de ne pas dépenser plus malgré l'augmentation du nombre de personnes en perte d'autonomie !
- Un moyen de précariser davantage encore les travailleuses
- Un moyen de réduire encore les effectifs

La Fédération SUD Santé Sociaux dénonce :

En favorisant la construction d'EHPAD très lucratifs, le Gouvernement déroule le tapis rouge à des patrons véreux avides de dividendes juteuses. La qualité des soins des personnes en perte d'autonomie en séparant l'accompagnement et le soin, les conditions de travail des personnels en structure où en service de soin à domicile restent le dernier de leurs soucis.

Pour eux un seul critère : **LE FRIC !**

Nous ne laisserons pas faire !

